Le 04 octobre 2018

Secrétaire départementale: Rachel SUGNEAU
Contact :03.25.30.68.66
Mèl fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr

Compte-rendu CHSCT du 04 octobre 2018

Ont participé en qualité de représentants titulaires de FO DGFiP: Laure Alentado, Rachel Delacourt, Céline Lefèvre et représentant suppléant : Matthieu Testart.

1. Approbation du PV du 28 juin 2018 (vote).

Il est approuvé à l'unanimité.

2. Point d'étape.

Une annotation au registre a été remontée concernant la mauvaise qualité des communications téléphoniques du SIP et de l'antenne du SIE de Chaumont à Langres.
Le problème est en cours de résolution par l'opérateur téléphonique.

Une fiche de signalement a été évoquée concernant la dégradation du boîtier de protection du digicode de la trésorerie hospitalière de Saint-Dizier. Le boîtier a été réparé

Un accident de service dans les locaux de la direction rue Bouchardon a été signalé. La fiche de signalement est en cours de formalisation.

L'Inspecteur Santé Sécurité au Travail (ISST) présente à l'instance 3 rapports de visite :

Trésorerie de Bourbonne les Bains le 06 juin 2018 :

La principale problématique de ce site est relatif à l'amiante. Une demande de diagnostic technique amiante (DTA) a été formulée cette semaine à la commune (propriétaire des locaux) afin de déterminer les actions à mener.

FO interroge la direction sur la décision de fermeture de la Trésorerie de Bourbonne. La directrice répond qu'à ce jour, en raison du contexte politique, elle n'a aucune information complémentaire sur cette éventuelle fermeture.

Le médecin de prévention s'est rendu avec l'assistante sociale et la déléguée de l'action sociale sur les sites de Nogent, Bourmont et Bourbonne, et n'a pu que constater l'inquiétude, voire la colère, des agents de ces services.

FO rappelle systématiquement les conséquences personnelles et professionnelles sur les agents résultant des restructurations et s'oppose fermement à la destruction du service public de proximité.

La directrice précise qu'à l'avenir, davantage de visibilité devrait être donnée aux agents (sur du moyen terme) en leur donnant la « cible » à atteindre en terme d'implantation territoriale pour le département afin d'améliorer le ressenti de tous.

Elle indique également que cette année est une année de transition et qu'une réflexion nationale est en cours pour les territoires ruraux (maison de service au public, mise en place de « Fiscobus » !…)

Trésorerie de Bourmont le 06 juin 2018 :

Une double problématique a été relevée :

- effectif de 2 agents
- la DDFIP est locataire des locaux et ne maîtrise pas les travaux d'entretien et de mise en conformité des locaux.

Un DTA partiel a été reçu de la part du propriétaire en attente d'une mise à jour.

Centre des Finances Publiques de Langres le 04 septembre 2018 :

Aucune difficulté majeure n'est à déplorer.

Cependant, il est constaté des problèmes de froid liés à des infiltrations d'air et liés aux installation électriques à recalibrer.

3. Rapport 2017 de l'Inspection Santé Sécurité au travail :

L'ISST a présenté le rapport 2017 de l'activité du secrétariat général :

- 22 ISST au niveau national (ils s'occupent également des douanes)
- 421 inspections sur 2017
- 8488 observations (avec une moyenne de 25 observations par rapport) dont 60 % sont afférentes à la sécurité (risque incendie, risque électrique,chutes …)

Ce rapport est en ligne sur Alizée.

4. Visites de site du CHSCT

FO présente les visites de sites qui se sont déroulées le 27 septembre 2018 dans les trésoreries de Chalindrey et de Prauthoy. La délégation était composée d'un représentant FO (secrétaire du CHS), d'un représentant de la CFDT et de l'assistant de prévention.

Un rapport de ces visites sera transmis aux chefs de postes après présentation et approbation lors du prochain CHS.

Certaines mesures ont déjà été prises (fournitures) et une réflexion des aménagements nécessaires a été engagée.

5. Fin de l'exercice budgétaire 2018 :

Le budget a été utilisé conformément aux choix opérés tout au long de l'année.
FO propose que les chefs de service recensent les matériels non utilisés (repose-pied, lampes, fauteuil récents, flexdesk..) afin de les redéployer vers d'autres services demandeurs et afin de ne pas gaspiller les crédits du CHSCT.
FO est attaché à l'amélioration des conditions de vie au travail de l'ensemble des agents du département. Malheureusement, comme chaque année le budget ne permet pas de couvrir l'ensemble des besoins. Pour cette raison, FO s'est abstenu.

	POUR	ABSTENTION	CONTRE
FO DGFIP		3	
SOLIDAIRES	1		
CFDT	1		

6. Questions et communications diverses

Formations 2019 :
La secrétaire animatrice propose de garder le schéma des formations de 2018 pour commencer à recenser les besoins en formations 2019.
La directrice informe l'instance, qu'à la demande de la direction générale, des exercices de préventions des actes terroristes devraient être mis en place à compter de 2019.

Points immobiliers :
Saint-Dizier :
Les travaux préparatoires de la mise en place du confinement ont débutés (désamiantage). Afin de rassurer les agents sur la dangerosité des travaux, l'entrepreneur a proposé à quelques agents une visite de la zone de travaux. La phase opérationnelle de désamiantage du premier étage débutera au 1er étage le 8 octobre 2018.
La direction souhaite mettre en place, sur le site Ulysse, une communication sur l'état d'avancement des travaux.

Chaumont :

- Les bureaux de réception du hall d'accueil sont quasiment terminés et seront opérationnels début novembre.

  Une réunion avec les chefs de service concernés et l'agent d'accueil est prévue le 10 octobre 2018 afin de finaliser la gestion des box. (prise de rendez-vous, disponibilité...)

  Une deuxième réunion, prévue le 15 octobre avec la préfecture, concernera la sécurisation de l'accès aux étages de la cité à compter de début novembre.
- Les travaux liés au relogement des agents du Pôle Unifié de Contrôle, de la BCR et de l'antenne de la DIRCOFI ont débutés (cloisons, sol, ajustements électriques…). Leur installation devrait être effective en fin d'année.

- Plusieurs réaménagements seront finalisés également en fin d'année, à savoir : transfert de la salle syndicale au niveau-1, installation de l'huissier des finances publiques et de notre permanente syndicale au 2ème étage.

Nos collègues du BIL n'auront qu'à traverser la rue pour se reconvertir en déménageurs ! On leur souhaite bien du courage !

Mise en place de 2 plateformes d'écoute et de soutien téléphonique :

La directrice nous présente la mise en place de 2 plateformes d'écoute et de soutien téléphonique dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie au travail.

Il y aura une plateforme destinée aux agents et une plateforme destinée aux encadrants.

L'administration a fait appel à un prestataire privé pour la gestion de ces plateformes. Une évaluation de ce dispositif sera effectuée dans 1 an pour déterminer s'il est satisfaisant et décider ou non de sa reconduction.

Des flyers vont être distribués dans les services.

Si l'initiative ne peut pas être dénoncée, il faut quand même en rappeler la principale raison : la destruction rapide et démesurée de notre administration qui va encore s'accentuer et dégrader les conditions de vie au travail. La Direction générale ferait-elle preuve d'anticipation ?